



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

**Systems Software Procurement Division / Division des
achats des logiciels d'exploitation**

11 Laurier St. / 11 rue, Laurier

4C1, Place du Portage, Phase III

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Title - Sujet EA SOLUTION		
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-160999/A		Amendment No. - N° modif. 006
Client Reference No. - N° de référence du client 20160999		Date 2015-12-17
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EE-027-29572		
File No. - N° de dossier 027ee.EN578-160999	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-01-06		Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B.		
Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: MacCuaig, Shannon		Buyer Id - Id de l'acheteur 027ee
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-2625 ()		FAX No. - N° de FAX (819) 953-3703
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

LA PRÉSENTE MODIFICATION VISE À RÉPONDRE AUX QUESTIONS SOULEVÉES PAR L'INDUSTRIE

La date de fermeture de la demande de soumissions est par la présente reportée au 6 janvier 2016 à 14h00pm HAE.

Note : Les questions pourraient avoir été modifiées et/ou abrégées.

Question 47 : Section 7.20, Renseignements pour accéder aux services de soutien de l'entrepreneur via un télécopieur sans-frais.

Est-ce que le Canada pourrait s'il vous plaît envisager de supprimer l'accès à un télécopieur sans-frais en tant que moyen de contact dans ce contexte? Dans un scénario de soutien le télécopieur n'est pas un moyen viable, étant donné l'avènement de capacités de balayage (avec un scanneur) dans tous les bureaux.

Réponse 47:

Le Canada va supprimer le télécopieur comme un moyen de contact.

À l'article 7.20,

SUPPRIMER: «L'accès via télécopieur sans frais »

Question 48 : Étant donné que le gouvernement du Canada fournira le soutien aux utilisateurs (premier niveau), s'il vous plaît confirmer que l'entrepreneur sera tenu de fournir le soutien de deuxième niveau conformément à l'article 7.20 de la DP? En outre, avec la compréhension que ce soutien est pour le "support du produit du fournisseur", ne serait-ce pas les techniciens du premier niveau du bureau d'aide qui communiqueraient avec le deuxième niveau de support? Au besoin, le soutien de deuxième niveau pourrait contacter les utilisateurs directement, est-ce correct?

Réponse 48:

Le gouvernement du Canada va fournir le support de niveau 1 (bureau d'aide de l'ASFC) comme indiqué à la section 1.5 de la DP, l'entrepreneur serait contacté par le support de niveau 1 Bureau d'aide du gouvernement du Canada) ou par le chargé de projet pour le support relatif au produit. L'entrepreneur devra contacter uniquement le chargé de projet, le responsable technique, ou un autre représentant désigné (c'est-à-dire le représentant du bureau d'aide ou l'administrateur système) pendant le processus de soutien des fournisseurs de second niveau.

Question 49:

Le libellé de EO-12 et EO-20 sont essentiellement les mêmes. Est-ce que l'un d'eux être supprimé de la liste?

Réponse 49:

Compte tenu de cela, le Canada va supprimer EO-12 et changer le EO-20 à :

« EO-20 La solution d'AE doit permettre aux utilisateurs autorisés de reconnaître chaque objet et de maintenir leur identité durant les modifications, les suppressions et les déplacements »

Question 50 : La disposition pluriministérielle dans la DP semble créer une norme pour le gouvernement du Canada. Nous demandons que la clause pluriministérielle soit retirée de la DP et qu'un processus d'approvisionnement distinct soit lancé en vue d'établir une norme d'AE pour le gouvernement du Canada.

Réponse 50 : Le Canada conserve la clause pluriministérielle dans cette DP et le contrat subséquent. Tel que mentionné précédemment dans la Question/Réponse 6, la clause pluriministérielle est le résultat de consultations auprès d'autres ministères du gouvernement qui ont des besoins semblables à ceux de ASFC et qui peuvent décider d'acheter par l'entremise du contrat subséquent. Ces consultations ont été menées par la direction du dirigeant principal de l'information du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) et TPSGC. Le contrat découlant de cette DP ne constituera pas une « norme du GC » à laquelle les ministères et organismes doivent se conformer. Seul le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) peut établir une norme. À l'heure actuelle, les seules normes établies par le SCT sont : le logiciel SAP pour les systèmes ministériels de gestion des finances et du matériel, et PeopleSoft pour les systèmes de gestion des ressources humaines.

Question 51 : Ouverte – Date de clôture de l'invitation

En raison du temps que le Canada a pris pour répondre aux questions et réponses et de la grande quantité d'exigences obligatoires et cotées, nous demandons une prolongation de la DP jusqu'au 22 janvier 2016.

Réponse 51 : La date de clôture de la DP a été prolongée au 6 janvier 2016.

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS DEMEURENT INCHANGÉES